

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1969.

Lois en vigueur: 1984, 1990.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U.= 516 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Assurance volontaire pour d'autres personnes.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 2,8% du salaire.

Employeur: 4,2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 300 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (ou 50 ans en cas de retraite anticipée). Pour les agents de l'Etat régis par le Code du travail: 55 ans (agents de la 7^e à la 12^e catégorie) ou 50 ans (agents de la 1^{ère} à la 6^e catégorie). 20 ans d'immatriculation et 180 mois de cotisation, dont 60 au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée. Non payable à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

Allocation de vieillesse: 60 ans (ou 50 ans en cas d'usure prématurée) et 12 mois de cotisation.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans de cotisation, 6 mois de cotisation au cours de la dernière année. Pas d'exigence de durée de cotisation en cas d'invalidité pour cause d'accident d'origine non professionnelle.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Allocation de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'attribution d'une allocation de vieillesse.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1%

pour chaque année de cotisation au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 50% du salaire minimum de la zone I et du secteur d'activité de l'assuré. Pension maximum: 80% du salaire minimum.

Allocation de vieillesse: Somme forfaitaire égale à autant de fois le salaire moyen mensuel de l'assuré que celui-ci compte de périodes de 12 mois d'assurance.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1% pour chaque année de cotisation au-delà de 180 mois (années à courir à partir de la demande jusqu'à l'âge de 60 ans prises en compte comme autant de périodes de 6 mois).

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de vieillesse payable à toutes les épouses légitimes non divorcées, indépendamment de leur âge.

Pensions d'orphelins: 15% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin; 25% si orphelin de père et de mère.

Parents à charge: 10% de la pension de l'assuré.

Pension répartie à parts égales entre les autres parents si pas de survivants dans les catégories susmentionnées.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de base pour chaque tranche de 6 mois de cotisation.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur général.

Ministère des Finances et de la Fonction publique: Gestion de la branche des pensions en ce qui

concerne les agents de l'Etat relevant du Code du travail.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 300 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois consécutifs d'emploi soumis à l'assurance à la date de suspension du contrat.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: Pas fournies par l'assurance. (Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie.)

Prestations de maternité: 100% du salaire. Dues pour 4 semaines avant et 10 semaines après l'accouchement (peuvent être prolongées à concurrence de 6 semaines si complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les femmes salariées ou conjointes d'un assuré reçoivent 1 400 francs pour frais d'accouchement et 200 francs par examen prénatal et pour l'examen de l'enfant au 6e mois de vie.

(Certains soins médicaux fournis par le service de santé de l'Etat en vertu de la loi de 1962. Le Code du travail impose aux employeurs de fournir également certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de Prévoyance Sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1944.

Loi en vigueur: 1977.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés (à l'exception des agents de l'Etat), apprentis, gens de mer, étudiants de l'enseignement technique, personnes placées dans les centres de formation, de rééducation fonctionnelle et de réadaptation professionnelle (accidents au cours de la formation).

Assurance volontaire pour les travailleurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1,75%, 2,5% ou 5% du salaire, selon les risques de l'industrie.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66,66% du salaire.

Incapacité temporaire: Plafond du salaire pour le calcul des prestations: 17 933 francs par jour.

Payable dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: En cas d'incapacité totale, 85% du salaire moyen.

Plafond et plancher du salaire pour le calcul des prestations: 537 994 et 24 075 francs par mois.

Supplément pour assistance constante: Montant égal au salaire de la 1ère catégorie de la zone I échelon A du secteur dont relève la victime.

En cas d'incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au degré d'incapacité si taux d'incapacité égal à 20% ou plus; somme forfaitaire égale à 10 annuités de la pension partielle si taux d'incapacité inférieur à 20%.

Prestations médicales: Frais médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, radiographies, services de laboratoire, réadaptation, rééducation fonctionnelle.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 85% du salaire moyen de l'assuré. Pension répartie entre les survivants ayants droit ci-après, conformément au tableau figurant dans la loi: conjoint, enfants âgés de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); ascendants à charge.

Allocation funéraire: Frais d'enterrement.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de Prévoyance Sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1967.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus. Régime spécial pour les fonctionnaires stagiaires ayant des charges de famille. Exclus: Travailleurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 7% du salaire (5,65% dans l'agriculture, 3,7% dans l'enseignement privé).

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 300 000 francs.

La cotisation de l'employeur finance également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit travailler 18 jours ou 120 heures par mois (payables durant l'incapacité due à un accident du travail, 6 mois de maladie, les congés réguliers, 14 semaines de congé de maternité, 3 mois de chômage involontaire; payables également au pensionné ayant enfants à charge à la date d'admission à la retraite ou au conjoint survivant d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale et prime de naissance: examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 800 francs par mois pour chaque enfant (payables par trimestre).

Allocation prénatale: 1 800 francs par mois durant 9 mois (payée en 2 versements).

Allocation de naissance: 21 600 francs pour chaque naissance.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de Prévoyance Sociale: Gestion du régime.